

Vitesse limitée



Carte blanche
Jean Pisani-Ferry

Ni trop chaud ni trop froid... juste comme il faut : dans les années 1990, on parlait d'économie boucle d'or pour désigner la situation idéale dans laquelle se trouvaient alors les

Etats-Unis. La croissance était forte, mais l'inflation était maîtrisée, et c'en était fini, ou presque, des alternances d'expansion et de récession. L'expression s'applique à ce qu'a connu le monde depuis dix ans : une croissance de l'ordre de 4 %, globalement régulière, et une convergence générale vers la stabilité des prix.

C'était hier. Depuis, l'envoie des prix de l'énergie et des matières premières est venue signifier la fin de l'économie boucle d'or et nous a fait entrer dans la croissance à vitesse limitée. A force d'être sollicitées, les capacités de production énergétique et agricole ont atteint leurs limites. Dans ce contexte, l'effet premier d'une progression de la demande est la hausse

des prix des produits de base, avec en conséquence une poussée inflationniste générale, un appauvrissement dramatique des populations les plus fragiles et un transfert de richesse massif des consommateurs vers les producteurs.

Il ne s'agit pas de limites intangibles. En matière pétrolière, la contrainte d'offre est plus politique que géologique ; également, des énergies de substitution peuvent, à commencer par le charbon, être utilisées (malheureusement pour l'effet de serre). En matière agricole, la terre arable est certes limitée, mais réformes des politiques nationales, ouverture aux échanges et, dans beaucoup de pays, modernisation de l'agriculture peuvent stimuler la production. Il faudra cependant du temps pour mettre en œuvre les politiques qui stimuleront l'offre. Pour l'immediat, la réponse à la crise inflationniste ne peut venir que d'une gestion de la demande globale qui vise à contenir sa croissance dans des limites compatibles

avec les contraintes de ressources. C'est ce que feraient la Banque centrale et le gouvernement du monde si celui-ci était gérogé comme un seul pays.

Il ne l'est pas. Il est donc tentant, dans chaque pays, de prendre le prix des ressources comme une donnée extérieure. On l'a bien vu la semaine dernière, quand la BCE a relevé ses taux : Nicolas Sarkozy lui a reproché de freiner la croissance en pure perte, parce que l'inflation est importée. Pourtant, on ne peut pas à la fois dire que l'Europe est une puissance et vouloir qu'elle se comporte comme un petit pays. L'UE pèse un quart du PIB mondial, il est normal qu'elle prenne sa part de la gestion de la demande globale.

Le problème, plutôt, est de savoir qui d'autre va y participer. Car, depuis 2000, 80 % de l'accroissement de la demande de pétrole est venu des pays émergents en développement, et 20 % seulement des pays industrialisés. La situation est sensiblement la même pour les produits alimentaires. Les pays riches ne peuvent plus, à eux seuls, déterminer le niveau de la demande mondiale. C'est un changement radical par rapport aux années 1970, quand la première crise du pétrole mettait aux prises pays producteurs et pays industrialisés.

Or les pays émergents ne sont guère pressés de freiner leur demande. Bien que le choc inflationniste y soit plus violent, ils hésitent à prendre des mesures monétaires restrictives et à répercuter pleinement dans les prix la hausse des matières premières. En Chine, malgré

des décisions récentes, le taux d'intérêt réel est nul, alors que l'inflation avoisine 8 %, et les consommateurs paient le carburant à 70 % de sa valeur. Dans de nombreux pays, les produits alimentaires sont subventionnés, ce qui fait artificiellement baisser les prix et stimule la demande.

Le risque d'une telle configuration est, d'un côté, des pays riches toujours adeptes de la stabilité des prix et, de l'autre, des pays émergents plus tolérants à l'égard de la hausse des prix, dont la demande alimenterait la pression sur les prix des ressources. Dans ces conditions, les premiers ne pourraient neutraliser l'inflation provoquée par les seconds qu'au prix d'un freinage sévère de leur croissance.

Pour éviter d'en arriver là, il faudrait qu'une concertation internationale débouche sur un consensus et une esquis-

« Les pays riches ne peuvent plus, à eux seuls, déterminer le niveau de la demande mondiale. C'est un changement radical par rapport aux années 1970 »

se de répartition des tâches. Des pays riches, on voudrait d'abord qu'ils cessent de subventionner des biocarburants au bilan environnemental incertain et au bilan alimentaire désastreux (sur les trois dernières années, le seul programme américain est à l'origine de près de la moitié de l'accroissement de la demande de produits des grandes cultures). On aimerait aussi qu'ils aident les pays pauvres à moderniser leur agriculture et à supporter le choc de la libéralisation des échanges. Des pays en développement, on souhaiterait qu'ils substituent des transferts sociaux aux subventions aux prix et incitent ainsi leurs consommateurs à réduire leur demande. De tous, on attendrait une gestion macroéconomique qui maintienne la demande globale dans les limites permises par la contrainte de ressources.

L'exercice est difficile. Les réunions qui se tiennent actuellement au Japon devraient être l'occasion de l'aborder. Elles seront sans doute surtout l'occasion de vérifier que le G8 n'est plus à la mesure des problèmes de l'économie mondiale, et qu'il y a urgence à l'ouvrir aux grands pays en développement. Nous avons beaucoup à leur demander. Cela mérite bien, au lieu d'une invitation à déjeuner, une place attirée à la table des discussions. ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe. chronique@pisani-ferry.net